

Répondre aux aspirations des minorités et se doter de structures garantissant le pluralisme politique sont, avec l'économie, les principaux défis de la transition syrienne.

Ricard González, journaliste et analyste politique.

LES CONFLITS SECTAIRES MENACENT LA TRANSITION SYRIENNE

Alors que la transition syrienne approche de son premier anniversaire, le fossé entre deux discours très différents au sein de la société sur la direction que prend le pays devient de plus en plus évident. L'un d'eux envisage l'avenir avec un optimisme prudent. Avec 90 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté et environ cinq heures d'électricité par jour, l'euphorie de décembre dernier s'est déjà évaporée. Les partisans de ce discours reconnaissent que, depuis leur arrivée au pouvoir, les nouvelles autorités ont commis des erreurs, et que des reculs se sont produits, mais ils ne négligent pas les progrès accomplis et soulignent l'énorme défi que représente la reconstruction d'un pays dévasté, traumatisé et en faillite.

L'autre discours envisage l'avenir avec angoisse. La confiance dans le nouveau gouvernement et son président, Ahmed Al Charaa, souvent qualifié de « djihadiste », est brisée. Le renversement du régime de Bachar Al Assad par une coalition de milices islamistes fut déjà accueilli avec scepticisme, et les différents massacres à caractère ethnique de ces derniers mois ont confirmé les pires craintes. Bien que les nouvelles autorités n'aient pas décrété de mesures radicales pour islamiser le pays, tout le monde est convaincu qu'elles le feront dès que le nouveau régime sera suffisamment solide.

Bien qu'il soit possible de retrouver ces deux discours au sein de toutes les communautés ethniques et religieuses syriennes, chacun correspond généralement à un groupe particulier. Le premier, plus optimiste, prévaut parmi la majorité arabe musulmane sunnite, même parmi ceux qui ne se considèrent pas comme particu-

lièrement religieux. Le second est le plus courant parmi la mosaïque de minorités qui composent un pays aussi pluriel que la Syrie. En effet, concilier les projets du gouvernement actuel et de son président, Al Charaa, ancien chef de la milice islamiste radicale Hayat Tahrir Al Cham (HTC), avec les aspirations des minorités est devenu le principal défi de la transition syrienne.

EXPLOSION DE VIOLENCE À SOUWEÏDA

Depuis l'été, le principal foyer de tension politique en Syrie se situe dans la province de Souweïda, bastion de la communauté druze, une confession qui s'est séparée de l'islam chiïte il y a environ 10 siècles. Les Druzes ne représentent que 3 à 4 % de la population syrienne, mais ils constituent la grande majorité (près de 90 %) de la population de Souweïda. Après avoir maintenu une position plutôt neutre pendant la guerre civile, un soulèvement populaire contre le régime syrien a eu lieu à l'été 2023 en raison des dures conditions socio-économiques de la population. Le régime a choisi de ne pas réprimer les manifestations, et les milices druzes prirent le contrôle de la province, qui jouit depuis lors d'une autonomie *de facto*.

Depuis la chute d'Al Assad, cette situation a été la principale source de tension avec le gouvernement de transition, qui s'est fixé comme priorité de reprendre le contrôle des territoires autonomes, à savoir Souweïda et l'Administration autonome démocratique du nord et de l'est de la Syrie (AADNES), dominée par les forces kurdes. Après des mois de « bras de fer », la violence



Des Bédouins arabes déplacés à Daraa en raison des affrontements à Souweïda. Septembre 2025./HASAN BELAL/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

sectaire a éclaté en avril à la suite de la diffusion sur les réseaux sociaux d'un enregistrement faussement attribué à un religieux druze contenant des propos offensifs à l'égard de l'islam. Pendant plusieurs jours, des affrontements ont opposé les milices druzes et les milices islamistes affiliées au gouvernement. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), au moins 137 personnes ont trouvé la mort au cours des combats, y compris des civils druzes qui habitaient un quartier druze situé dans la banlieue de Damas, exécutés de sang-froid.

Un vague accord entre les factions druzes et Damas a accompagné la fin des combats. Le texte se limitait à reconnaître *la statu quo*, c'est-à-dire l'autorité des milices druzes dans le domaine de la sécurité à Souweïda, tout en prévoyant une future intégration de la province dans l'administration centrale. Cependant, il n'a pas été possible de rétablir un minimum de confiance entre les parties, ce qui explique qu'en juillet, trois mois seulement après, les affrontements aient été encore plus violents. Cette fois-ci, le déclencheur a été un conflit sur la propriété de certaines terres entre une tribu bédouine et les factions druzes. Les affrontements ont fait plusieurs morts, ce qui a poussé le gouvernement à intervenir. Bien que celui-ci ait justifié son intervention par la volonté de mettre fin à la violence, certaines factions druzes ont interprété cela comme une tentative unilatérale de reprendre le contrôle de la province.

Pendant plus d'une semaine, des milliers de miliciens islamistes et de Bédouins armés venus d'autres

provinces ont envahi Souweïda, jusqu'à prendre le contrôle d'une partie de la province. Prétextant devoir protéger la minorité druze, Israël, où résident environ 150 000 Druzes, a mené plusieurs bombardements contre les milices gouvernementales, ainsi que contre le siège du ministère de la Défense à Damas. Cependant, en Syrie, le soutien aux Druzes est perçu comme un prétexte pour maintenir l'occupation de la région syrienne du plateau du Golan, que l'armée hébraïque a étendue après la chute du régime d'Al Assad.

L'intervention israélienne s'est avérée décisive pour mettre fin aux hostilités avec le retrait des milices islamistes de la province. Cet épisode de violence sectaire a fait plus de 1 300 morts, dont des centaines de civils, pour la plupart druzes. Il semble que l'escalade ait été provoquée par un malentendu entre Damas et Washington, le gouvernement syrien ayant interprété le soutien des États-Unis exprimé quelques jours auparavant à l'intégrité territoriale de la Syrie comme un feu vert de Tel-Aviv pour reprendre le contrôle de Souweïda par la force.

L'une des conséquences de cette flambée de violence a été le renouveau de l'unité des milices druzes, sous la direction du religieux Hikmat Al-Hijri, la figure la plus hostile à Damas. Pour l'instant, l'avenir de Souweïda semble encore incertain, et l'accord signé mi-septembre entre la Jordanie, la Syrie et les États-Unis n'apporte pas plus de clarté. S'il réaffirme l'intégration future de la province à l'État syrien, il laisse également entrevoir l'existence d'un certain degré d'autonomie. La position de force des Druzes pourrait se consolider si un accord était signé entre Damas et Tel-Aviv qui, selon les informations qui ont filtré dans la presse, prévoit un retrait partiel d'Israël en échange de la création d'une zone démilitarisée dans tout le sud de la Syrie.

L'amélioration des conditions matérielles de vie est la grande priorité de la plupart des Syriens, bien avant toute considération politique

LES ALAOUITES ET LES KURDES, LES AUTRES 'MINORITÉS REBELLES'

Les événements de Souweïda ont non seulement un impact sur la communauté druze, mais ils conditionnent également les perceptions et les stratégies politiques des autres minorités concentrées sur un territoire donné, à savoir les Alaouites dans les provinces côtières et les Kurdes dans le nord-est, dans la région de l'AADNES. De fait, la rétroaction est mutuelle. Les massacres qui ont eu lieu en mars dans les zones alaouites sont également très présents dans l'esprit des dirigeants druzes lorsqu'ils refusent de déposer les armes et de céder leur contrôle aux milices liées à Damas, responsables des exactions contre la communauté alaouite. Selon une commission d'enquête gouvernementale, quelque 1 426 personnes ont trouvé la mort dans cette explosion sectaire, dont la plupart étaient des civils alaouites, la confession à laquelle appartenait l'ancien dictateur Bachar Al Assad.

À cette occasion, le déclencheur a été une attaque coordonnée dans plusieurs localités des provinces côtières par une milice pro-Assad contre les forces de sécurité, qui ont fait des dizaines de victimes. Les jours suivants, des milliers de miliciens islamistes en quête de vengeance, venus de tout le pays, se sont rendus dans la région alaouite et ont commis toutes sortes d'abus contre des civils sans défense. Plus de six mois plus tard, la population alaouite continue d'être en proie à la terreur, et les dénonciations d'exactions et d'enlèvements attribués à des miliciens ou commis par des inconnus sont monnaie courante. Un élément de débat en Syrie est le degré de contrôle que le président Al Charaa exerce sur ces milices et sa capacité à empêcher ces massacres récurrents.

Contrairement à d'autres minorités, les Alaouites sont dépourvus de tout leadership politique, ce qui rend difficile un quelconque accord avec Damas. « Al Assad n'a laissé émerger aucun autre leader politique au sein de la communauté. Et aujourd'hui, il y a un grand vide. Le gouvernement actuel a tenté de faire des religieux alaouites ses interlocuteurs, mais cela n'a pas fonctionné. Les Alaouites ne sont pas particulièrement religieux », commente le responsable d'un parti syrien historique dans la région alaouite. C'est ce vide que tente de combler la Brigade Bouclier du Sahel, la milice qui a commis les attentats de mars, mais elle ne semble pas avoir rencontré beaucoup de succès, et ses attaques ont été réduites à leur plus simple expression ces derniers mois.

La violence sectaire dans les zones druzes et alaouites a également marqué les attentes de la minorité capable de poser le plus grand défi à Damas : la minorité kurde. Peu après le début de la guerre civile,

l'AADNES a été créée, et une grande partie du nord et de l'est du pays jouit depuis lors d'une sorte d'indépendance *de facto*, avec même ses propres forces armées, les Forces démocratiques syriennes (FDS). Bien que ces zones réunissent une grande diversité ethnique, la grande majorité des postes politiques et militaires sont occupés par des Kurdes, d'où l'association de cette entité à cette minorité.

L'équation politique dans le nord-est est similaire à celle de Souweïda, à deux différences importantes près. Tout d'abord, la taille : l'AADNES contrôle près d'un tiers du territoire syrien, et les FDS sont plus nombreuses et mieux armées que les factions druzes. La deuxième différence tient au genre d'ingérence étrangère. Dans ce cas, il s'agit de la Turquie, qui cherche à mettre fin à l'expérience d'autonomie kurde en alliance avec le gouvernement provisoire de Damas.

Ce sont précisément les pressions exercées par la Turquie et les États-Unis, qui disposent de bases militaires dans l'AADNES pour lutter contre le groupe État islamique, qui ont poussé les dirigeants kurdes à signer en avril un accord avec Damas qui reflétait leur volonté de s'intégrer dans les structures étatiques. Cependant, les négociations visant à régler les derniers détails de l'accord, qui devaient s'achever cette année, sont au point mort. La perspective d'un conflit violent impliquant la Turquie est donc très réelle.

L'ÉCONOMIE ET LE PLURALISME, LES AUTRES DÉFIS

En ce qui concerne l'autre grande minorité, la minorité chrétienne, elle ne représente pas de véritable défi pour les autorités de Damas, car elle est dispersée sur le territoire. Les plus inquiets quant à l'avenir de la communauté chrétienne cherchent une issue dans la migration.

Cependant, le succès ou l'échec de la transition syrienne ne dépend pas uniquement de l'accommodement des minorités, mais également d'autres facteurs : l'évolution de l'économie et des services publics, ainsi que la volonté du président Al Charaa de doter le pays de structures garantissant l'expression du pluralisme politique.

Sur le premier volet, les améliorations sont très lentes, du moins plus que ce qu'espéraient de nombreux Syriens. S'il est vrai que le gouvernement a réussi à établir des relations diplomatiques fluides avec l'Occident et la plupart des pays de la région, cela ne s'est pas encore traduit par un afflux d'investissements ou d'aide. Dans un pays dont les infrastructures ont été détruites, la reconstruction progresse très lentement. De plus, la levée des sanctions des États-Unis, essentielle à l'intégration dans l'économie mondiale, est retardée par les réticences du Capitole. Il en résulte que, même si les salaires publics ont augmenté et que l'inflation s'est modérée, dans de nombreuses régions, le réseau public ne fournit encore que quatre ou cinq heures d'électricité par jour.

L'amélioration des conditions matérielles de vie est la grande priorité de la plupart des Syriens, bien avant toute considération politique. C'est pourquoi Al Charaa a jusqu'à présent réussi à monopoliser toutes les déci-



La Syrie a officiellement organisé des élections pour l'Assemblée populaire en octobre, ce qui représente le premier scrutin parlementaire depuis la chute du régime d'Al Assad. Sur la photo, le président syrien Ahmad Al Charaa au centre de vote de la Bibliothèque nationale, Damas, le 5 octobre 2025./HISAM HAC OMER/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

sions relatives à l'élaboration de la feuille de route pour la transition, qui durera cinq ans, comme le prévoit la Déclaration constitutionnelle qu'il a lui-même approuvée en mars. Ainsi, ce sont ses proches au sein du groupe HTC dissous qui occupent les principaux ministères de l'exécutif, et le président jouit en outre du pouvoir de choisir un tiers des 210 députés du futur Parlement qui rédigera la Constitution. L'élection des deux tiers restants, soit 140 députés, s'est déroulée le 5 octobre selon un système indirect supervisé par le gouvernement. Cela a fait craindre aux détracteurs du président Al Charaa que son courant idéologique, l'islamisme ultraconservateur, ne domine également le Parlement, conduisant le pays vers une nouvelle dictature personaliste.

Cependant, cela n'a pas été le cas, et bon nombre des députés élus ont un profil centriste ou libéral. De fait, les ultraconservateurs constituent une petite minorité. La note la plus négative de la journée a été que, malgré un quota de 20 % réservé aux femmes, seules six d'entre elles ont été élues. Les minorités seront également sous-représentées. Par exemple, il n'y a qu'un seul député chrétien. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit d'une minorité qui n'est concentrée territorialement dans aucune région. Pour l'instant, 19 sièges resteront vacants : ceux correspondant aux provinces

Il faudra voir dans quelle mesure les nouvelles institutions seront capables de canaliser les revendications d'une société aussi plurielle que la syrienne à un moment aussi sensible que la rédaction de la nouvelle Constitution

qui échappent au contrôle de Damas, à savoir Souweïda, Raqqa et Hassaké, ces deux dernières étant sous le contrôle de l'AADNES, car les élections n'ont pas pu y être organisées.

Al Charaa devrait annoncer dans les prochains jours l'identité du tiers restant des députés. Si le président utilise son pouvoir pour augmenter la représentation des femmes et des minorités, le Parlement sera assez diversifié, ce qui constituerait un pas dans la bonne direction pour le processus de transition politique. Il faudra voir dans quelle mesure les nouvelles institutions seront réellement capables de canaliser les revendications d'une société aussi plurielle que la syrienne à un moment aussi sensible que la rédaction de la nouvelle Constitution. Si ce n'est pas le cas, elles auront du mal à apporter la stabilité nécessaire à la reconstruction d'un pays dévasté sur le plan matériel et social./